

Conseil municipal du 21 octobre 2019



RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020

SOMMAIRE

I.	Préambule.....	p.3
II.	Environnement Economique	p.4
III.	projet de loi de finances pour 2020.....	p.9
IV.	Les projets qui seront menés à leur terme en 2020.....	p.13
V.	Les grandes orientations budgétaires pour 2020.....	p.14
VI.	Structure et gestion de la dette.....	p.28
VII.	Engagements pluriannuels d'investissement.....	p.34
VIII.	Structure et évolution des dépenses de personnel et des effectifs.....	p.35
IX.	Action sociale.....	p.39
X.	Objectif en matière d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement.....	p.40

I. PREAMBULE

Acte de prévision et acte politique majeur, le vote du budget annuel conditionne l'action des collectivités locales et de notre Commune en particulier.

Préalablement au vote du budget, le Législateur a prévu l'organisation d'un débat d'orientation budgétaire au sein des Conseils municipaux. Aussi, le Débat d'Orientation Budgétaire constitue un stade préliminaire à la procédure budgétaire, dont il représente un élément substantiel en ce qu'il apporte dans le débat public des informations précieuses sur les choix politiques opérés par l'assemblée délibérante.

Celui-ci a été réalisé afin de servir de base aux échanges du Conseil municipal, débat qui est d'autant plus important dans un contexte spécifique au notre, lequel, est-il nécessaire de le rappeler, est caractérisé par des évolutions importantes au sein des finances communales (baisse des dotations de l'Etat sur la période 2013-2017, exonération totale de la taxe d'habitation à l'horizon 2023, transfert programmé de la part départementale de la taxe foncière aux Communes, transfert d'une fraction de TVA aux Départements et aux EPCI, contractualisation avec l'Etat, transfert au 1^{er} janvier 2020 de la compétence eau potable au profit des EPCI. Sur le plan strictement local, nous noterons la prise de compétence par Sète agglomération méditerranéenne de la compétence « soutien aux clubs sportifs de haut niveau ».

Au même titre que les années précédentes, ce rapport, présente tout d'abord les principaux éléments de conjoncture dans lesquels s'inscrit le projet de budget 2020, les dispositions du Projet de Loi de Finances pour 2020 ayant un impact pour les Collectivités locales et leurs groupements et enfin les grandes orientations budgétaires du budget principal et des budgets annexes de la Commune de Sète.

II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1 – Des tensions commerciales persistantes en 2019 qui devraient continuer à peser sur la croissance mondiale en 2020 :

Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE : prévisions									
<i>Glissement annuel, en %. Les flèches indiquent dans quel sens les prévisions ont été révisées par rapport à mai 2019.</i>									
	2018	2019		2020			2018	2019	2020
Monde	3.6	2.9	↘	3.0	↘	G20	3.8	3.1	↘
Australie	2.7	1.7	↘	2.0	↘	Afrique du Sud	0.8	0.5	↘
Canada	1.9	1.5	↗	1.6	↘	Arabie Saoudite	2.2	1.5	↘
Corée	2.7	2.1	↘	2.3	↘	Argentine	-2.5	-2.7	↘
États-Unis	2.9	2.4	↘	2.0	↘	Brésil	1.1	0.8	↘
Japon	0.8	1.0	↗	0.6	↔	Chine	6.6	6.1	↘
Royaume-Uni	1.4	1.0	↘	0.9	↘	Inde¹	6.8	5.9	↘
Zone euro	1.9	1.1	↘	1.0	↘	Indonésie	5.2	5.0	↘
Allemagne	1.5	0.5	↘	0.6	↘	Mexique	2.0	0.5	↘
France	1.7	1.3	↔	1.2	↘	Russie	2.3	0.9	↘
Italie	0.7	0.0	↔	0.4	↘	Turquie	2.8	-0.3	↗

Les perspectives économiques pour 2019 et 2020 se dégradent, tant pour les économies avancées qu'émergentes, et la croissance mondiale pourrait rester bloquée à un niveau durablement bas en l'absence de mesures énergiques des pouvoirs publics¹.

L'exacerbation des conflits commerciaux est un des facteurs principaux de risques, lequel pèse de plus en plus sur la confiance et l'investissement, ce qui accentue l'incertitude liée à l'action publique, aggrave les risques sur les marchés de capitaux et met en péril la croissance déjà faible qui se dessine en perspective à l'échelle mondiale. Selon les prévisions de l'OCDE, l'économie mondiale connaîtra une expansion de 2.9 % en 2019 et de 3 % en 2020, soit les taux de croissance annuels les plus bas enregistrés depuis la crise financière, tandis que les risques à la baisse continueront de s'accroître.

Les conflits commerciaux constituent le principal facteur pesant sur la confiance, la croissance et la création d'emplois à l'échelle mondiale, ainsi que la persistance des restrictions commerciales et de l'incertitude politique pourraient avoir des effets négatifs supplémentaires.

Le dynamisme de la demande de consommation a certes soutenu jusqu'ici la production du secteur des services, mais l'atonie persistante des secteurs manufacturiers et les tensions commerciales qui perdurent pourraient peser sur la croissance de l'emploi, les revenus des ménages et les dépenses.

¹ Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE, 19/09/2019.

Une forte incertitude prévaut toujours quant au calendrier et à la nature du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE), en particulier au regard de l'éventualité d'une sortie sans accord, qui pourrait faire basculer l'économie britannique dans la récession en 2020 et entraîner des perturbations sectorielles en Europe.

D'autres risques – notamment le ralentissement global de l'économie chinoise et la forte vulnérabilité des marchés de capitaux découlant de la conjonction problématique du ralentissement de la croissance, du niveau d'endettement élevé et de la dégradation de la qualité du crédit – pèsent également sur la croissance future.

En outre, aux Etats Unis, la procédure de destitution lancée par la chambre des représentants lancée à l'encontre de l'actuel Président constitue un autre facteur de risque, qui devrait contribuer à générer des anticipations négatives sur le volume d'activité.

L'année 2020 s'inscrit ainsi dans un contexte international tendu caractérisé par la remise en cause des accords commerciaux mondiaux et, sans aucun doute, par le début d'un nouveau cycle de renégociation des accords s'inscrivant dans un périmètre géographique moins global et sans doute plus régional².

2 – L'économie française bénéficierait d'une croissance stable et d'une accélération du pouvoir d'achat

La croissance de l'activité en France s'est installée sur un rythme assez stable depuis mi-2018, entre 1,2 % et 1,4 % et affiche ainsi une dynamique plus marquée que d'autres économies de la zone euro, notamment l'Allemagne où l'activité progresse de seulement 0,4 % sur un an à mi-2019. En moyenne annuelle, la croissance du PIB s'établirait à 1,3 % en 2019 et 2020³ après 1,7 % en 2018. Ce ralentissement traduirait essentiellement celui des exportations alors même que la demande intérieure, notamment la consommation des ménages, accélérerait. Le retour à la normale des importations après une année 2018 particulièrement peu dynamique, contribuerait également à dégrader la contribution du commerce extérieur net à la croissance.

En 2020, la demande extérieure et donc les exportations resteraient peu dynamiques, mais la demande intérieure gagnerait en vigueur grâce, notamment, à la poursuite de l'accélération des dépenses des ménages dès lors que ceux-ci ajusteraient progressivement leur consommation aux gains importants de pouvoir d'achat depuis fin 2018.

Il est à souligner que c'est donc la demande intérieure qui soutient la croissance. Le pouvoir d'achat par habitant accélérerait notablement en 2019 avec une progression de 2,3 %, soit son plus fort taux de croissance depuis 2007. Il conserverait en 2020 un rythme de 1,4 %. En 2021, les gains de pouvoir d'achat par habitant retrouveraient un rythme proche de celui du PIB par habitant (1,1 %).

Différents facteurs expliqueraient cette progression du pouvoir :

- Baisse du prix du pétrole depuis mi-2018. Ainsi, au troisième trimestre 2019, le prix du baril de Brent en euros s'établirait à 54 euros, soit une baisse de 11 euros sur un an.
- Mesures gouvernementales de soutien à la consommation : baisse de cotisations des salariés, suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, hausse de la prime d'activité, défiscalisation des heures supplémentaires.

² A cet égard, voir l'analyse de Laurence Boone, Cheffe économiste de l'OCDE en date du 19/09/2019.

³ Banque de France, « projections macroéconomiques » septembre 2019.

- Dynamique du marché du travail : en moyenne annuelle, les créations nettes d'emplois seraient encore fortes en 2019, de l'ordre de 271 000. Elles ralentiraient ensuite progressivement à mesure que les gains de productivité se redresseraient, avec 169 000 créations nettes en 2020 et 104 000 en 2021. Dans ce contexte, la baisse du taux de chômage se poursuivrait, pour atteindre 7,9 % fin 2021.

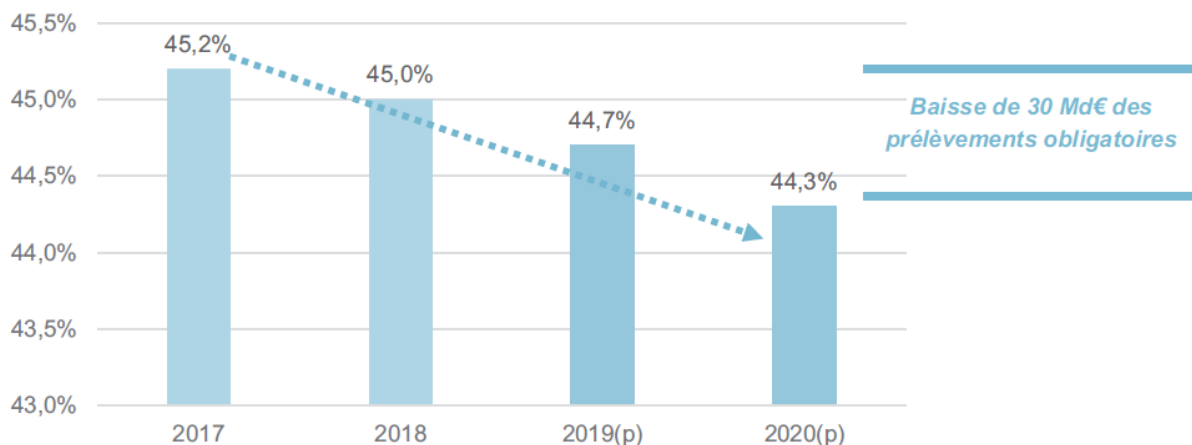
L'inflation (IPCH⁴) demeurerait faible à 1,3 % en 2019 et 1,1 % en 2020, baisse qui s'explique à la fois par la baisse du prix de l'énergie (notamment le pétrole) mais aussi par l'absence de revalorisation de la TICPE (en 2019). Notons par ailleurs que sur les dernières années, l'évolution des facteurs inflationnistes sous-jacents a été contenue par la faible progression des coûts des facteurs de production, à la fois le coût du travail et le coût du capital.

En 2019, le déficit public avoisinerait le seuil de 3 % du PIB (3,1 % annoncé par le gouvernement à l'occasion du PLF), mais seulement un peu plus de 2 % hors effet temporaire de la transformation du CICE. Il resterait légèrement au-dessus de 2 % du PIB en 2020, avant de baisser en dessous de ce seuil en 2021. Précisons que cette baisse ne suffirait pas encore à faire baisser la dette publique.

Les principaux indicateurs macroéconomiques retenus dans le Projet de Loi de Finance pour 2020 :

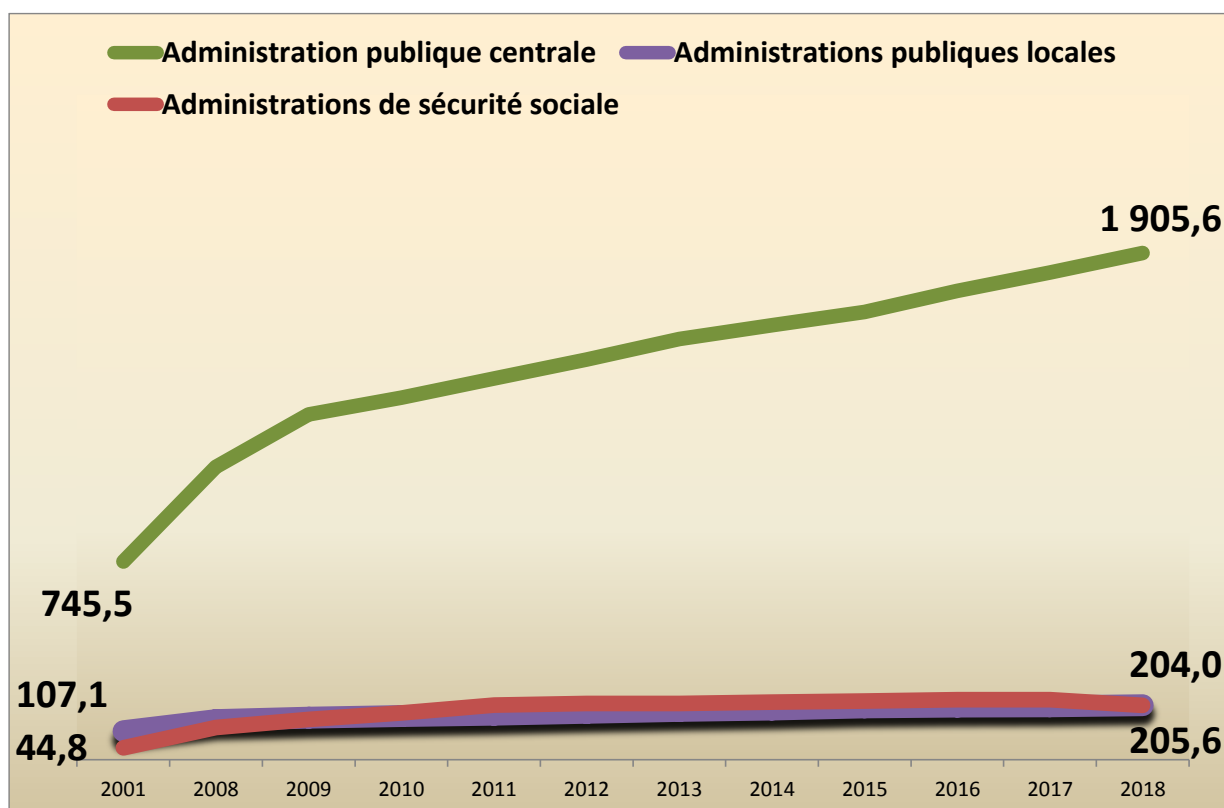
En milliards d'euros, comptabilité nationale	Exécution 2017	Exécution 2018	Révisé 2019	Prévision 2020
Solde des administrations publiques (en % de PIB)	-2,8	-2,5	-3,1	-2,2
<i>Pour mémoire : effet de la transformation du CICE en allègements pérennes de cotisations sociales</i>			-0,8	
Solde structurel des administrations publiques (en % du PIB potentiel)	-2,4	-2,3	-2,2	-2,2
Ajustement structurel	0,2	0,1	0,1	0,0
Dette publique (en % de PIB)	98,4	98,4	98,8	98,7
Taux de prélèvements obligatoires nets des crédits d'impôt* (en % de PIB)	45,2	45,0	44,7	44,3
Dépenses publiques hors crédits d'impôt*** (% de PIB)	55,0	54,4	53,8	53,4
Taux de croissance des dépenses publiques* (en volume)	1,4	-0,3	0,7	0,7
IPC hors tabac (%)	1,0	1,6	1,0	1,0
Croissance du PIB en volume (%)**	2,3	1,7	1,4	1,3

⁴ L'inflation IPCH ou indice des prix à la consommation harmonisé. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) est l'indicateur permettant d'apprécier le respect du critère de convergence portant sur la stabilité des prix, dans le cadre du traité de l'Union européenne (Maastricht). Il est conçu expressément à des fins de comparaison internationale.

Taux de prélèvements obligatoires (en % de PIB,
hors France compétences)**SOLDE GENERAL DU BUDGET DE L'ETAT**

En milliards d'euros, comptabilité budgétaire	Exécution 2017	Exécution 2018	LFI 2019	Révisé 2019	PLF 2020
Dépenses nettes¹	382,8	386,2	394,7	391,2	399,2
dont dépenses du budget général	322,6	325,2	332,7	329,3	337,0
dont prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales	43,8	40,3	40,6	40,7	40,9
dont prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	16,4	20,6	21,4	21,2	21,3
Recettes nettes	309,5	309,3	286,0	292,7	306,1
dont impôt sur le revenu	73,0	73,0	70,4	72,6	75,5
dont impôt sur les sociétés	35,7	27,4	31,4	31,8	48,2
dont taxe sur la valeur ajoutée ²	152,4	156,7	129,2	129,2	126,1
dont taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	11,1	13,7	13,2	13,1	14,5
dont autres recettes fiscales	23,4	24,6	29,2	31,5	27,5
dont recettes non fiscales	13,8	13,9	12,5	14,5	14,4
Solde des budgets annexes	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Solde des comptes spéciaux	5,5	0,8	1,0	2,2	0,0
SOLDE GÉNÉRAL	-67,7	-76,0	-107,7	-96,3	-93,1

La dette des administrations publiques : Evolution sur la période 2001-2018 ⁵



Au 31/12/2018, la dette des administrations publiques s'élève à 2 315 Md€. Les collectivités locales détiennent 8,9 % de l'encours et 8,8 % les administrations de sécurité sociale 8,8 %. L'Etat est, pour sa part, le principal détenteur du stock de la dette publique avec près de 82,3 %.

⁵ Données INSEE

III. PROJET DE LOI DE FINANCES 2020

Le Projet de Loi de Finances pour 2020 consacre, pour les collectivités, la fin de la taxe d'habitation sur les résidences principales en 2023 pour l'ensemble des assujettis. A cette suppression coïncide une refonte de la fiscalité locale. C'est ainsi que les départements perdent définitivement tout levier fiscal par le transfert de la taxe sur le foncier bâti perçu jusqu'alors et ce, au profit des seules communes. Les EPCI et les départements bénéficieraient en contre partie du transfert d'une fraction de TVA pour compenser la suppression de la taxe d'habitation. La réforme des valeurs locatives est, pour sa part, repoussée en 2023 avec effet effectif en 2026. Pour les ménages, nous retiendrons plus particulièrement la baisse du taux d'imposition sur les deux premières tranches de l'impôt sur le revenu, avec, toutefois une neutralisation pour les foyers relevant des tranches au taux de 41 % et 45 % du barème progressif.

Principales dispositions intéressant les Communes et leurs groupements :

Art. 5 : Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et réforme du financement des collectivités territoriales

Cet article traite des modalités de suppression définitive d'ici l'horizon 2023 de la taxe d'habitation sur les résidences principale et des ressources de substitution.

Est confirmé le principe de l'exonération totale de la taxe d'habitation pour l'ensemble des foyers à horizon 2023. Ainsi en 2021, les 20 % de foyers encore assujettis à la taxe d'habitation sur les résidences principales bénéficieront d'un dégrèvement de 30 % puis 65 % en 2022 et 100 % en 2023. Corrélativement les taux de TH sont gelés à leur niveau 2019, de même que les bases ou montants d'abattement afin que les ménages non encore bénéficiaires et l'Etat ne supportent pas les hausses fiscales éventuelles. En outre, le produit de TH résiduel sera transféré à l'Etat, permettant ainsi aux collectivités de ne pas subir l'absence de dynamisme de ce produit sur la période.

A compter de 2023, la taxe d'habitation sur la résidence principale est définitivement supprimée et la taxe renommée « taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation » (THRS), ne concernera plus que les résidences secondaires et les autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale.

Afin de compenser cette perte de ressources, le PLF 2020 confirme le transfert aux Communes de la part de TFPB actuellement perçue par les Départements.

La perte de TH à compenser est évaluée à 15 milliards d'euros en 2018. Elle est supérieure à la ressource de TFPB transférée (14,1 milliards d'euros en 2018). La différence est comblée par un abondement de l'État, constitué d'une fraction des frais de gestion issue des impositions locales.

La taxe sur le foncier bâti devient l'imposition de référence en matière d'évolution des taux. Pour exemple, le taux de CFE ne pourra augmenter dans une proportion supérieure à celui de la TFPB. En parallèle, le taux de CFE ou de THRS devra diminuer dans les mêmes proportions que la TFB en cas de baisse de cette taxe.

Est institué un mécanisme de coefficient correcteur destiné à neutraliser les écarts de compensation lié au transfert de la part départementale de la TFP aux Communes.

Ce coefficient s'appliquera aux recettes de la TFPB communales et en fonction des situations viendra minorer ou majorer cette recette selon s'il est bénéficiaire ou non du transfert de la part départementale de TFPB. Les données de références seront les bases 2020 mais le taux 2017 de TH et ce coefficient évoluera dans le temps comme la base d'imposition de la TFPB.

Concrètement, cela se traduira annuellement soit par un prélèvement pour les Communes surcompensées soit par le versement d'un complément pour les Communes sous-compensées.

L'article confirme le transfert d'une fraction de TVA pour les EPCI et Départements sur la base du taux applicable 2017 de la TH auxquels s'ajoutent la moyenne annuelle des rôles supplémentaires émis sur la période 2018 à 2020 ainsi que des compensations d'exonérations de TH versées en 2020.

Art. 6 : Suppression des taxes à faible rendement

Cet article a pour objet de poursuivre l'effort de réduction des taxes à faible rendement initié par la Cour des Comptes et débuté en Loi de finances pour 2019.

A ce stade, 18 nouvelles taxes seraient supprimées et compensées par le budget général de l'Etat sous réserve de modalités particulières convenues avec les différents affectataires.

Art. 21 : Fixation pour 2019 de la Dotation Globale de Fonctionnement et des variables d'ajustement

Le présent article fixe, d'une part, le montant de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) ainsi que le niveau des variables d'ajustement pour 2020.

Conformément aux engagements pris par le Président de la République à l'occasion de la conférence nationale des territoires, le montant de la DGF sur l'exercice 2020 est stabilisé. Rappelons toutefois que la contrepartie de cette stabilisation est l'engagement par les plus grosses collectivités dont la Commune de Sète de maîtriser leurs dépenses de fonctionnement sous le seuil des 1,2 % au travers d'un dispositif de contractualisation. **Rappelons que la Ville de Sète bénéficie d'un seuil de 1,35 %, eu égard notamment à la baisse des dépenses réelles de fonctionnement sur la période 2014-2016 qui a permis de revaloriser de 0,15 points cette barrière financière.**

Pour leur part la minoration des variables d'ajustement atteindraient 120 M€ et permettraient de financer la dynamique des dotations de soutien à l'investissement local.

Sont impactées par cette minoration :

- La compensation d'exonération des versements transport auprès des AOT est réduite de 45 M€ (le plafonnement est désormais établi à 48 M€). Rappelons que seules les entreprises employant 11 salariés ou plus sont assujetties au versement transport.
- La DC RTP du bloc communal et des régions seraient impactées ainsi que la DTCE des départements et des régions. A ce stade, la perte de recettes pour SAM est évaluée à -53 k€.

Comme en 2019, la minoration des variables d'ajustement est effectuée au prorata des recettes réelles de fonctionnement de leurs bénéficiaires (même mécanisme utilisée que la baisse de la Dotation Forfaitaire sur les années 2014-2018).

Article 22 : compensation des transferts de compétences aux Régions et Départements par attribution d'une part du produit de la TICPE (taxe intérieur sur les produits énergétiques)

Cet article a pour objet d'ajuster les parts relatives de l'enveloppe relative à la TICPE perçue par l'Etat et dédiée aux financements de certains transferts de compétences à ces collectivités (APA, RSA, apprentissage, compétence accompagnement à la création d'entreprises etc.)

Art. 26 : Evaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales

Le présent article évalue les prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des Collectivités territoriales en 2020 pour un montant de 40,9 Md€.

Intitulé du prélèvement	Montant (en euros)
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement	26 801 527 462
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	8 250 000
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	50 000 000
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	6 000 000 000
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	2 433 094 000
Dotation élu local	75 006 000
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	62 897 000
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	466 783 118
Dotation départementale d'équipement des collèges	326 317 000
Dotation régionale d'équipement scolaire	661 186 000
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	2 686 000
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	2 931 963 992
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	465 253 970
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	4 000 000
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	107 000 000
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	6 822 000
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	284 278 000
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	48 020 650
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	72 582 185
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la Polynésie française	90 552 000
Total	40 898 219 377

Le prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des Collectivités Territoriales progressent de 323 M€ par rapport au montant 2019, s'expliquant par la dynamique de l'investissement

local en lien avec le cycle électoral et diverses autres mesures votées en LFI pour 2019 comme l'exonération de CFE pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaire inférieur à 5 000 € (+123 M€ par rapport à 2019).

Rappelons que les variables d'ajustement sont, pour leur part, minorées de 120 M€ (DCRTP et DTCPE + fonds de compensation exonération VT).

Article 77 : Décalage de la date d'entrée en vigueur du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée :

Cet article a pour effet de décaler d'un an, soit au 1^{er} janvier 2021, l'automatisation de la gestion du FCTVA.

Article 78 : Répartition de la Dotation Globale de Fonctionnement

Cet article, au même titre que les années précédentes, prévoit de majorer les dotations de péréquation des communes (90 M€ pour la DSU et 90 M€ pour la DSR) et de 10 M€ les dotations de péréquation des départements.

L'article 78 rénove aussi un dispositif peu connu et introduit par la loi du 16 décembre 2010 qui permet de répartir la DGF perçue par les communes au sein de l'EPCI en vue d'activer des mécanismes de solidarité. Par cet article, est décrite la procédure par laquelle l'EPCI peut répartir une fraction de la DGF des Communes membres profit d'autres Communes dans la limite de 1 % des recettes réelles de fonctionnement de la Commune et selon des critères de charges et de ressources librement déterminées.

IV. Les projets qui seront menés à leur terme en 2020

Dans le cadre de l'opération Action Cœur de Ville

Phase opérationnelle de rénovation de l'Ecole des Beaux Arts
Finalisation des études pour la construction de la nouvelle salle Brassens place Jules Moch
Réaménagement de l'ancien foyer restaurant des Voutes pour y implanter le centre-social
Réaménagement du quai Suquet dans la continuité des travaux de réhabilitation du parking du Canal
Poursuite des travaux d'aménagement du Parc Simone Veil (allées et espaces verts après la rénovation totale des grilles)
Phase opérationnelle des travaux d'aménagement de la place Stalingrad et de ses abords
Poursuite des travaux d'aménagement du quai Licciardi
Aménagement du jardin Richelieu - Sémaphore

Dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain de l'Île de Thau

Aménagement des abords du nouveau centre commercial dont la construction sera assurée par EPARECA.
Poursuite des acquisitions des locaux de l'ancien centre commercial
Construction de la salle de sports multi-activités sur le site de l'ancien bowling du Barrou
Construction d'une salle polyvalente dans l'enceinte du stade Llense (en remplacement de la salle Gabino)
Etude pour la rénovation et d'extension de l'Ecole Anatole France (phase 2)
Etude pour le désenclavement de l'île de THAU avec la création d'un nouveau pont (phase 2)

Travaux aménagements

Fin de l'aménagement de la Corniche de Neuburg avec la construction d'une passerelle au-dessus du canal du port des Quilles
Poursuite du programme pluriannuel de rénovation des voiries
Construction d'un pont sur le canal de la Peyrade à hauteur du nouveau conservatoire et aménagement du quai des Moulins
2^{ème} phase du réaménagement de l'avenue des Pierres Blanches
Poursuite du renouvellement de l'ensemble des bornes escamotables avec mise en place d'un système de lecture de plaques minéralogiques
Phase opérationnelle d'aménagement d'une voie verte Nord (entre la Plagette et le Pont Levis)
Création d'espaces verts (poumon vert) corniche de Neuburg

Ecoles

Entretien et rénovation des écoles
Remplacement des bâtiments modulaires (école Langevin élémentaire)
Végétalisation et désimperméabilisation des cours d'école (appel à projets Agence de l'Eau)

Bâtiments municipaux

Poursuite des travaux de mise en accessibilité dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée

Développement des infrastructures sportives

Fin des travaux de mise en place d'un système de drainage du stade Louis Michel et réfection de la pelouse

Renforcement des services à la population

Extension de la vidéo-surveillance et mise en place de la SMART CITY (gestion centralisée des feux tricolores, jalonement dynamique des parkings, mise en place de bornes WIFI, ...).

V. GRANDES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2020

A. BUDGET principal de Sète

Contexte :

La réforme fiscale engagée au Parlement à l'occasion du Projet de Loi de Finances pour 2020 acte la fin programmée pour 2023 de la taxe d'habitation et le transfert de la part départementale de la taxe sur le foncier bâti aux seules communes. La réforme n'entre en vigueur toutefois qu'en 2021. Aussi, le contexte d'élaboration du budget 2020 s'inscrit dans la continuité du budget précédent.

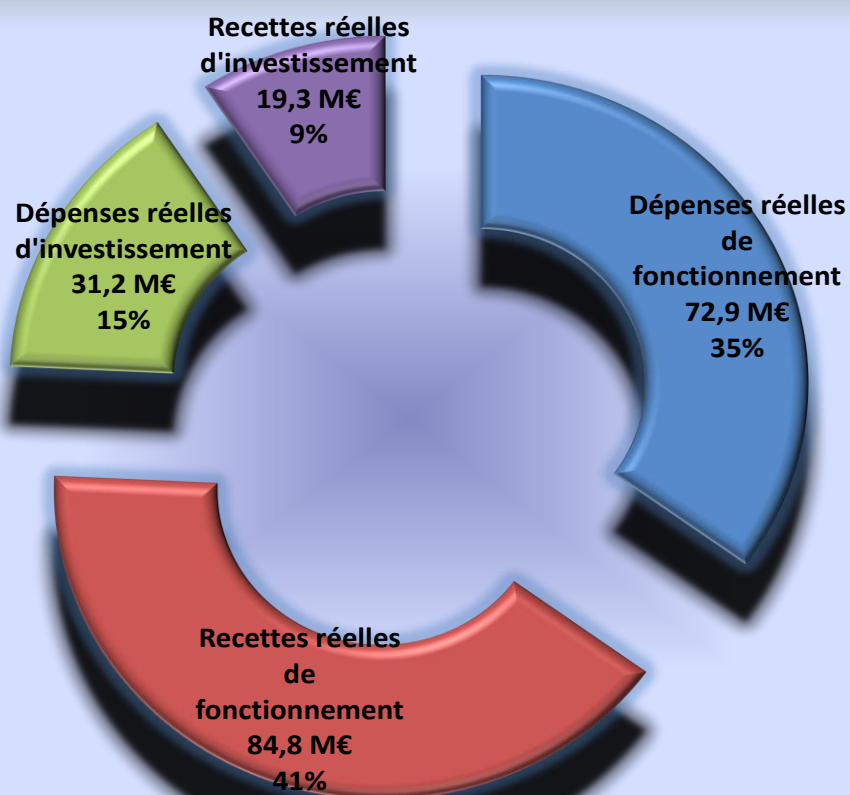
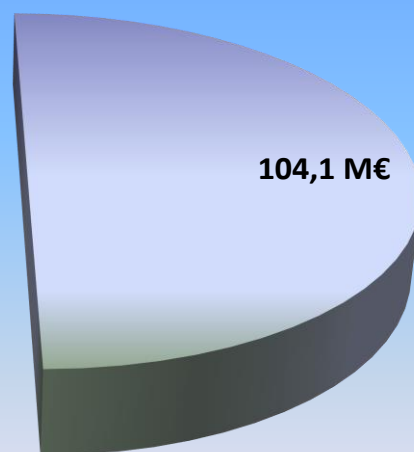
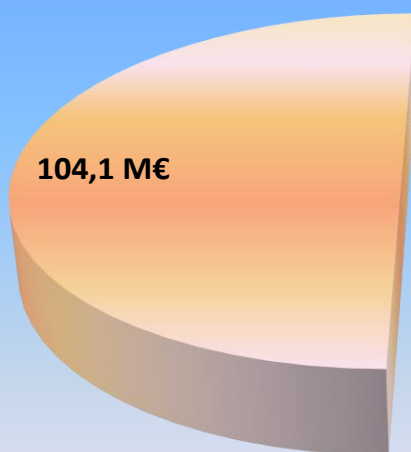
D'une part ce budget est caractérisé par la maîtrise de l'évolution des dépenses de fonctionnement, avec, pour corollaire, le maintien en valeur de la Dotation Forfaitaire versée par l'Etat.

En outre et dans la continuité des deux derniers exercices, ce budget devrait consacrer la baisse de 5 % du taux de la taxe sur le foncier bâti. L'effet concomitant est de réduire la charge fiscale de 1,15 M€, tout en préservant les grands équilibres financiers.

Enfin, ce budget permettra de financer des dépenses d'équipements et d'aménagements urbains dont le volume est estimé à ce stade, à 14,3 M€.

Les grandes Masses budgétaires 2020 (opérations réelles)

■ Dépenses réelles
 ■ recettes réelles



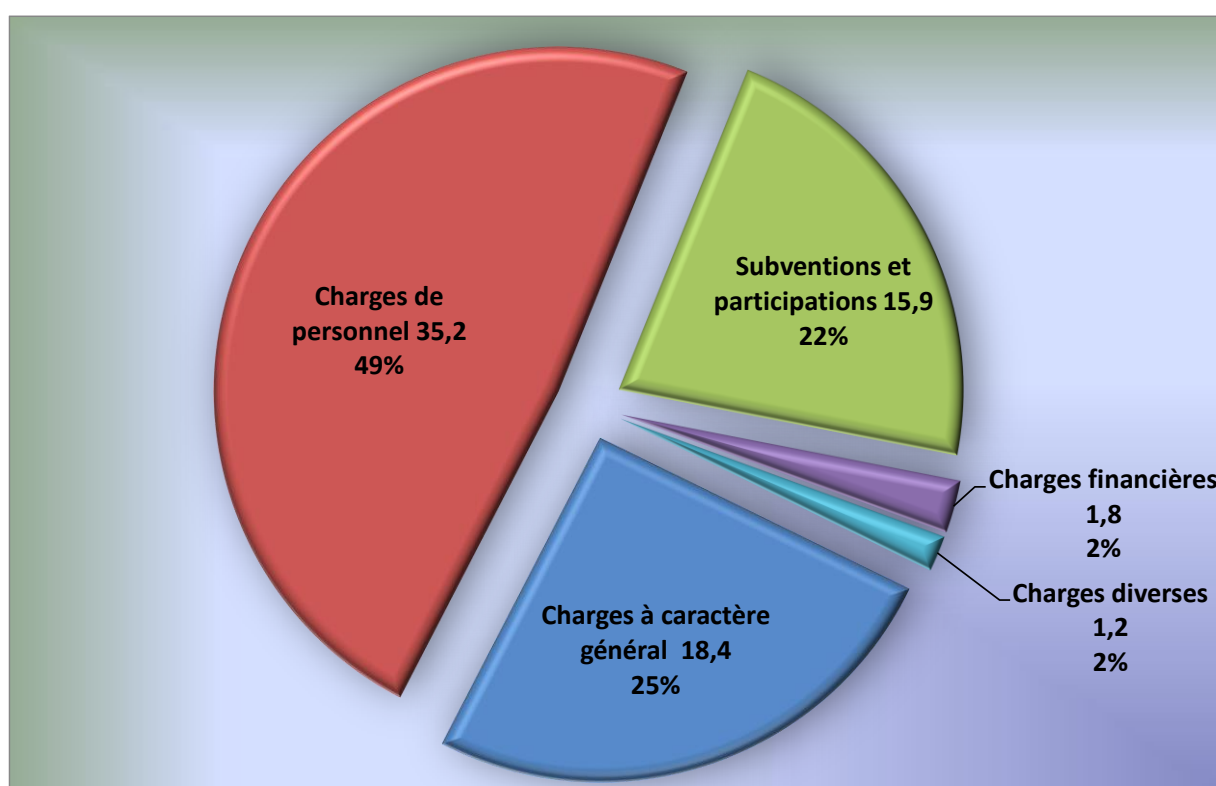
Principales hypothèses retenues pour l'élaboration du budget 2020

A. Section de fonctionnement

L'évolution des dépenses réelles⁶ de fonctionnement est évaluée à -0,3 % en 2020 par rapport au résultat financier anticipé de 2019. En volume, ces dépenses représentent 72,8 M€ en flux réels de trésorerie. Retraitées⁷ des dépenses exclues du périmètre de la contractualisation, celles-ci sont évaluées à 71,9 M€, soit un volume inférieur de près de 2,75 M€ par rapport à l'objectif 2020.

Dépenses réelles de Fonctionnement : 72,86 M€ :

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement (en M€)



Les charges à caractère général devraient évoluer de -1,11 % par rapport au résultat anticipé 2019.

Les charges de personnel, pour leur part, devraient croître de 2,41 %. Dans le cadre de l'élaboration du budget 2020, l'augmentation mécanique des salaires due au glissement vieillesse technicité ainsi que de la poursuite du PPCR est évaluée à 0,92% de la masse salariale totale.

⁶ Les dépenses réelles, à la différence des dépenses d'ordre qui sont des écritures strictement budgétaires, entraînent des flux sortant de trésorerie.

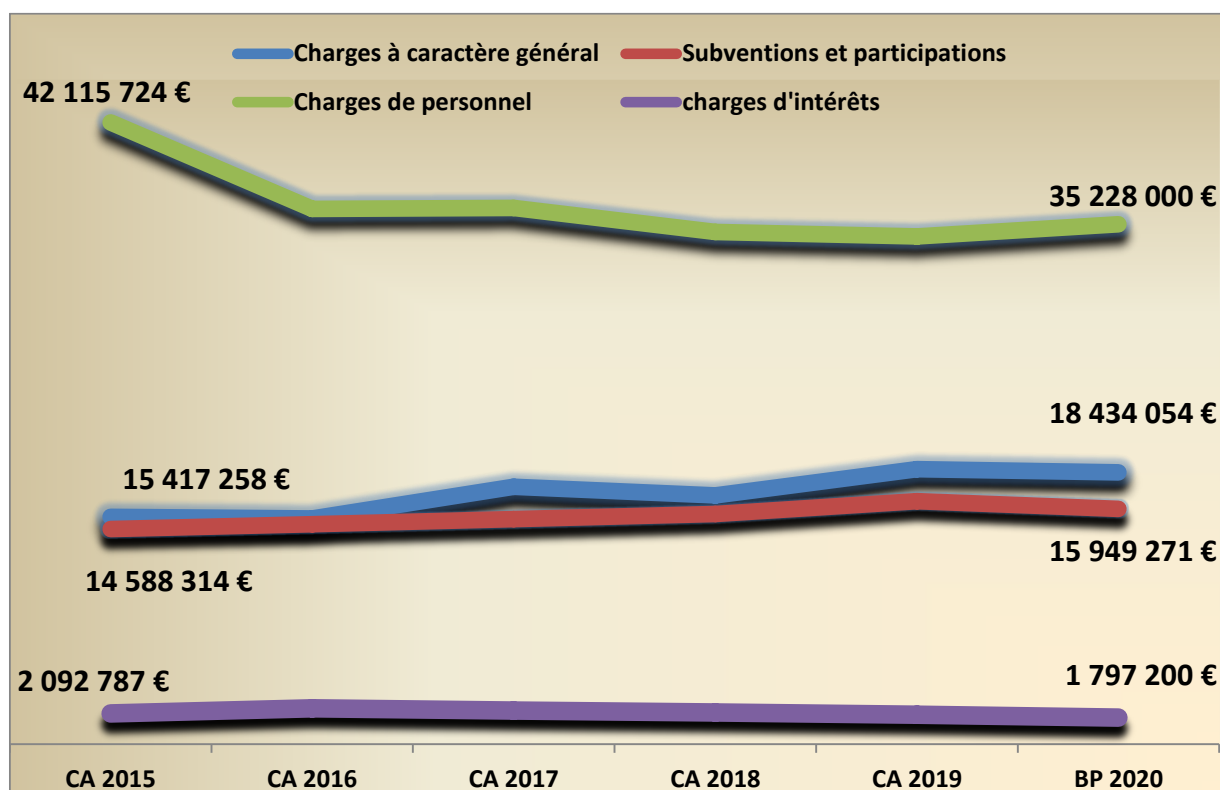
⁷ Le retraitement comptable consiste à retirer du périmètre certaines dépenses et recettes tels que le chapitre 013 et 014, lesquels sont soit des prélèvements sur recette, soit des dépenses pour le compte de tiers. A cela est ajouté des dépenses transférées à l'occasion de transfert de compétence. Il va de soi que ces retraitements de périmètre relèvent d'une demande des services de l'Etat et font l'objet d'un encadrement strict par les services départementaux des finances publiques ainsi que par la Préfecture.

Les recrutements prévus en 2020 constituent une enveloppe d'un montant de 270 000 € alors que les départs représentent 213 000 € sur cet exercice, soit un solde financier positif de 57 000 €.

Les autres charges de gestion courante, notamment les subventions et participations baissent de -3,11 %, notamment sous l'effet du transfert de la compétence « soutien aux clubs sportifs de haut niveau », dont le transfert de charge vers l'EPCI est évalué à 550 k€.

Les intérêts de la dette sont en baisse, ce qui est conforme à la dynamique de réduction de l'encours de dette et à un besoin de financement négatif⁸.

Evolution 2015-2020 des principales dépenses de fonctionnement



Recettes réelles de Fonctionnement : 84,8 M€

Les recettes réelles de fonctionnement devraient baisser de 3,72 % par rapport au résultat 2019 anticipé et ce, principalement sous l'effet :

- De la baisse de 5 % du taux de la taxe sur le foncier bâti,
- Du choix fait par le Gouvernement de ne pas revaloriser en 2020 les bases fiscales lesquelles sont normalement indexées sur l'inflation depuis la LFI de 2018.

⁸ Le besoin de financement est égal au remboursement du capital de la dette déduction faite des emprunts nouveaux. Un besoin de financement négatif équivaut à une réduction de l'encours, phénomène qui est observé pour la ville de Sète depuis 2017.

La fiscalité communale : hypothèses retenues

IX.1 - Taux d'imposition communaux				
	2017	2018	2019	2020
Taux TH	31,61%	31,61%	31,61%	31,61%
Taux FB	46,33%	44,33%	39,90%	37,90%
Taux FNB	66,48%	66,48%	66,48%	66,48%
Taux TP/CFE	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Evolution	Moy.	2018/17	2019/18	2020/19
Taux TH	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Taux FB	-6,5%	-4,3%	-10,0%	-5,0%
Taux FNB	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
IX.2 - Bases nettes d'imposition				
K€	2017	2018	2019	2020
Base nette TH	73 577	74 839	76 926	77 311
dont base résidences secondaires	15 668	15 949	15 949	16 029
Base nette FB	61 462	62 205	63 787	64 227
Base nette FNB	288	333	515	510
Evolution nominale	Moy.	2018/17	2019/18	2020/19
Base nette TH	1,7%	1,7%	2,8%	0,5%
dont base résidences secondaires	0,8%	1,8%	0,0%	0,5%
Base nette FB	1,5%	1,2%	2,5%	0,7%
Base nette FNB	21,0%	15,6%	54,7%	-1,0%
Evolution physique	Moy.	2018/17	2019/18	2020/19
Base nette TH	0,5%	0,5%	0,6%	0,5%
dont base résidences secondaires	-0,4%	0,6%	-2,2%	0,5%
Base nette FB	0,3%	0,0%	0,3%	0,7%
Base nette FNB	19,6%	14,3%	51,3%	-1,0%
Indice d'actualisation TH et FB	1,011	1,012	1,022	1,000

Les principales dotations :

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) attribuée par l'Etat devrait demeurer constante en 2020. Une augmentation de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU), dotation de péréquation, est toutefois à prévoir suite aux dispositions de l'article 78 du PLF qui augmente l'enveloppe dédiée à cette dotation de 90 M€.

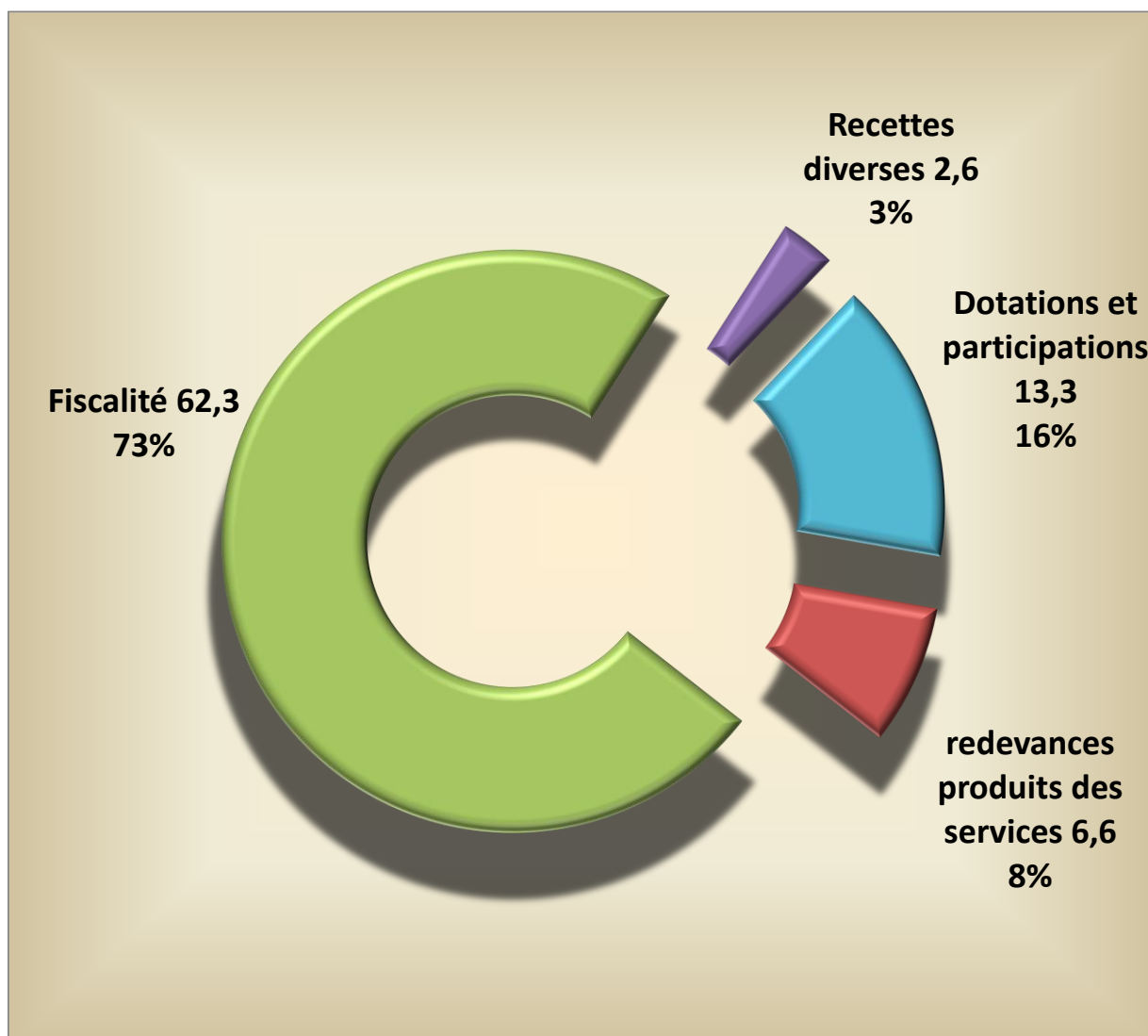
DGF et FONDS DE PEREQUATION					
K€	2016	2017	2018	2019	2020
Dotation forfaitaire (DF)	5 944	5 162	5 106	5 138	5 138
Effet variation de population	-38	24	-56	32	0
Effet prélèvement pour péréquation	-23	-22	0	0	0
Contribution RFP	-1 558	-784	0	0	0
Effet CPS*	0	0	0	0	0
+ Dotation aménagement (DSU, DSR, DNP)	2 708	3 015	3 152	3 282	3 349
dont DSU	1 267	1 441	1 535	1 615	1 709
dont DSR	0	0	0	0	0
dont DNP	1 441	1 574	1 616	1 668	1 640
+ DGF DOM TOM ou divers	0	0	0	0	0
+ Ajustements					0
= DGF (A)	8 652	8 178	8 258	8 420	8 487
+ FPIC	896	845	888	817	793
+ Compensation perte de bases	0	0	0	0	0
+ DDR + DDU + Autres	0	0	0	0	0
= Fonds de péréquation (B)	896	845	888	817	793
Compensations fiscales (C)	2 411	2 944	3 041	3 185	3 258
DOTATIONS (A) + (B) + (C)	11 959	11 967	12 186	12 422	12 538

EVOLUTION NOMINALE DE LA DGF COMMUNALE					
	Moy.	2017/16	2018/17	2019/18	2020/19
Dotation forfaitaire (DF)	-3,6%	-13,1%	-1,1%	0,6%	0,0%
Dotation d'aménagement (DSU, DSR, DNP)	5,5%	11,3%	4,5%	4,1%	2,0%
DGF	-0,5%	-5,5%	1,0%	2,0%	0,8%
Fonds de péréquation	-3,0%	-5,7%	5,1%	-8,0%	-2,9%
Compensations fiscales	7,8%	22,1%	3,3%	4,7%	2,3%
Dotations	1,2%	0,1%	1,8%	1,9%	0,9%

Comme il peut être constaté sur le tableau ci-dessus, la Dotation Forfaitaire, variable d'ajustement pour la contribution des collectivités aux efforts de redressement des Finances publiques, est demeurée stable depuis 2018 sous l'effet du respect des seuils contractualisés d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement.

Sur la répartition à proprement dit des recettes de fonctionnement, la fiscalité demeure le principal levier de financement du budget communal (73 % des recettes), suivi des participations (16 %), des redevances versées par les usagers (8 %) et des recettes diverses de gestion courante (3 %).

Répartition des recettes de fonctionnement 2020 (dont cessions) (en M€)

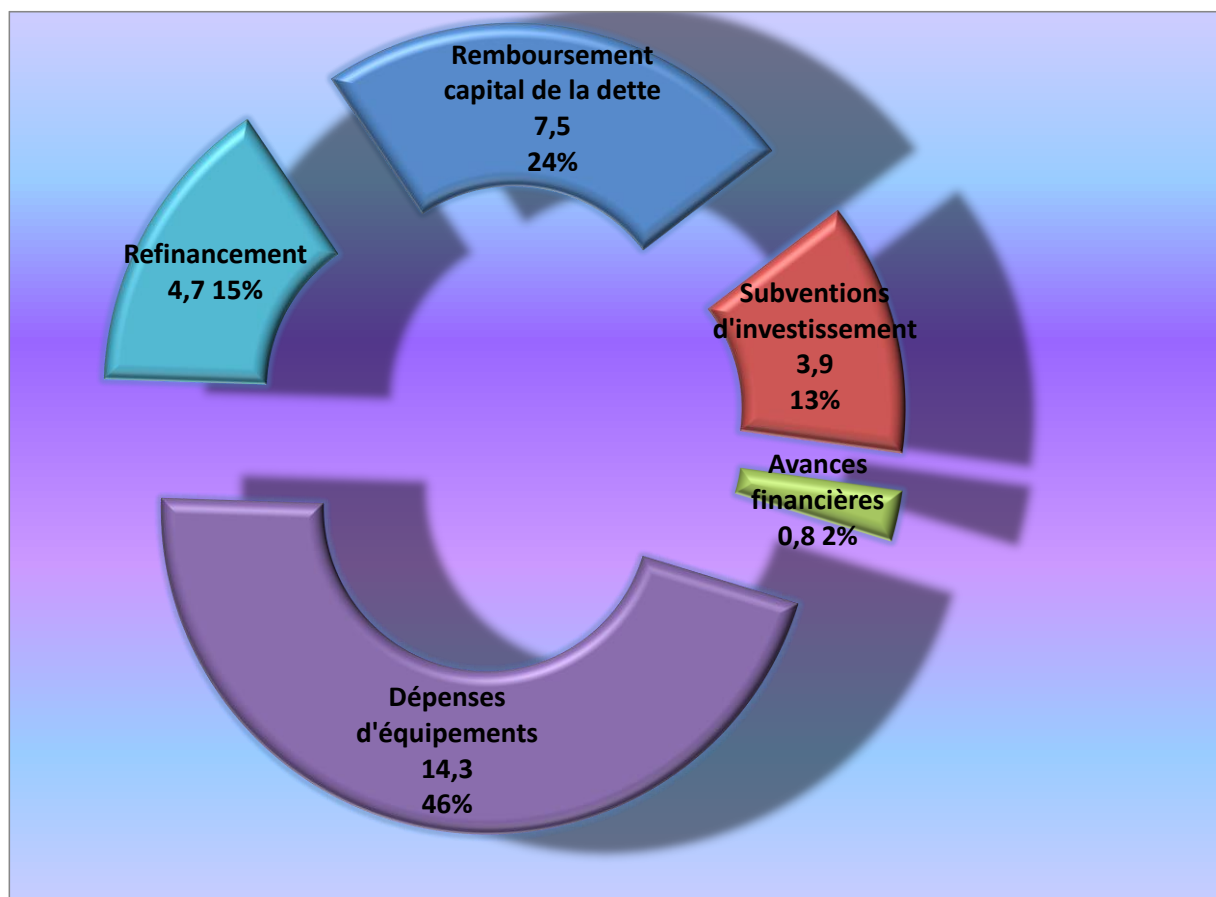


B. Section d'investissement

Les dépenses d'investissement : 31,2 M€

La commune poursuit et finalisera en 2020 les programmes initiés en 2018 et 2019 dans le cadre de l'opération Action Cœur de Ville, du Projet de Renouvellement Urbain de l'Île de Thau, et assurera l'entretien et la rénovation des écoles et des infrastructures publiques ainsi que des voiries.

Répartition 2020 des dépenses réelles d'investissement (en M€)

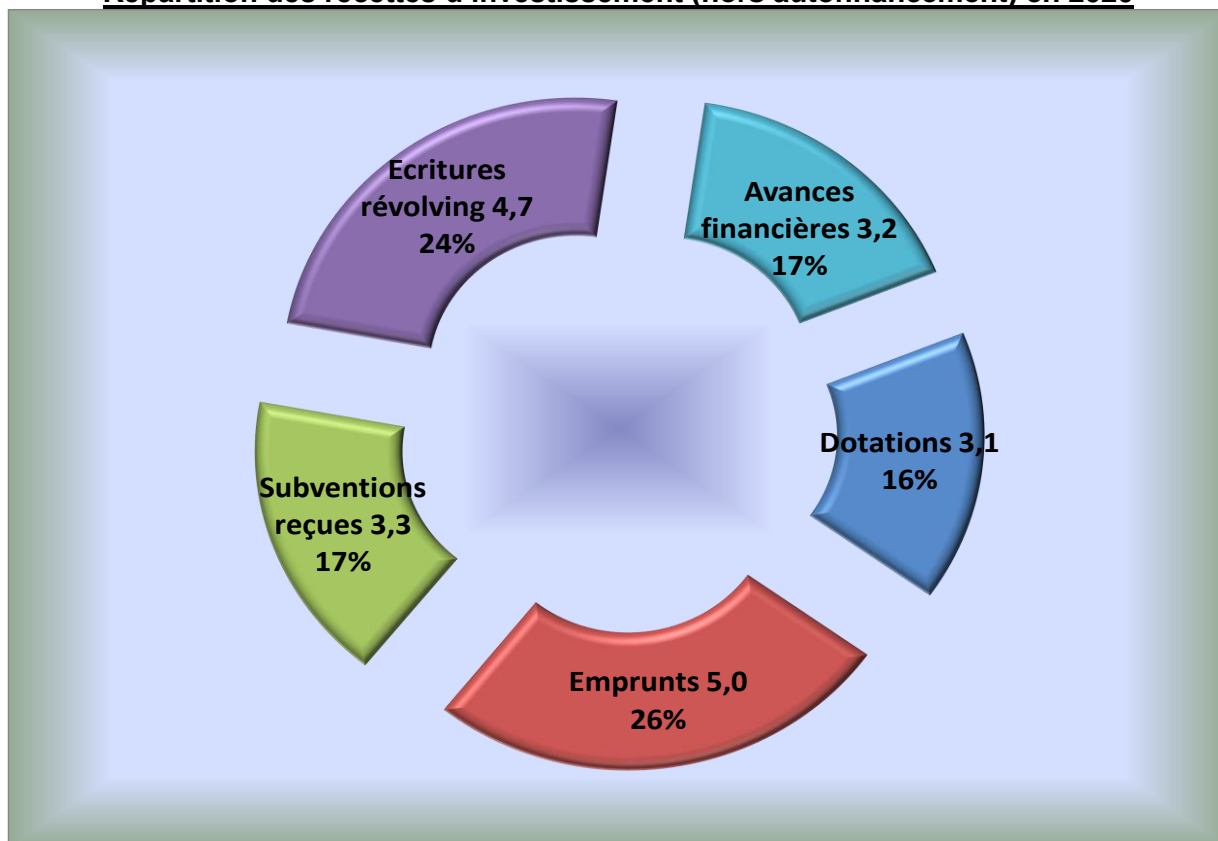


Les dépenses d'équipement constitueront en 2020 le principal poste de dépenses au sein de la section d'investissement, suivi du remboursement du capital de la dette, des emprunts revolving, des subventions versées et des avances financières.

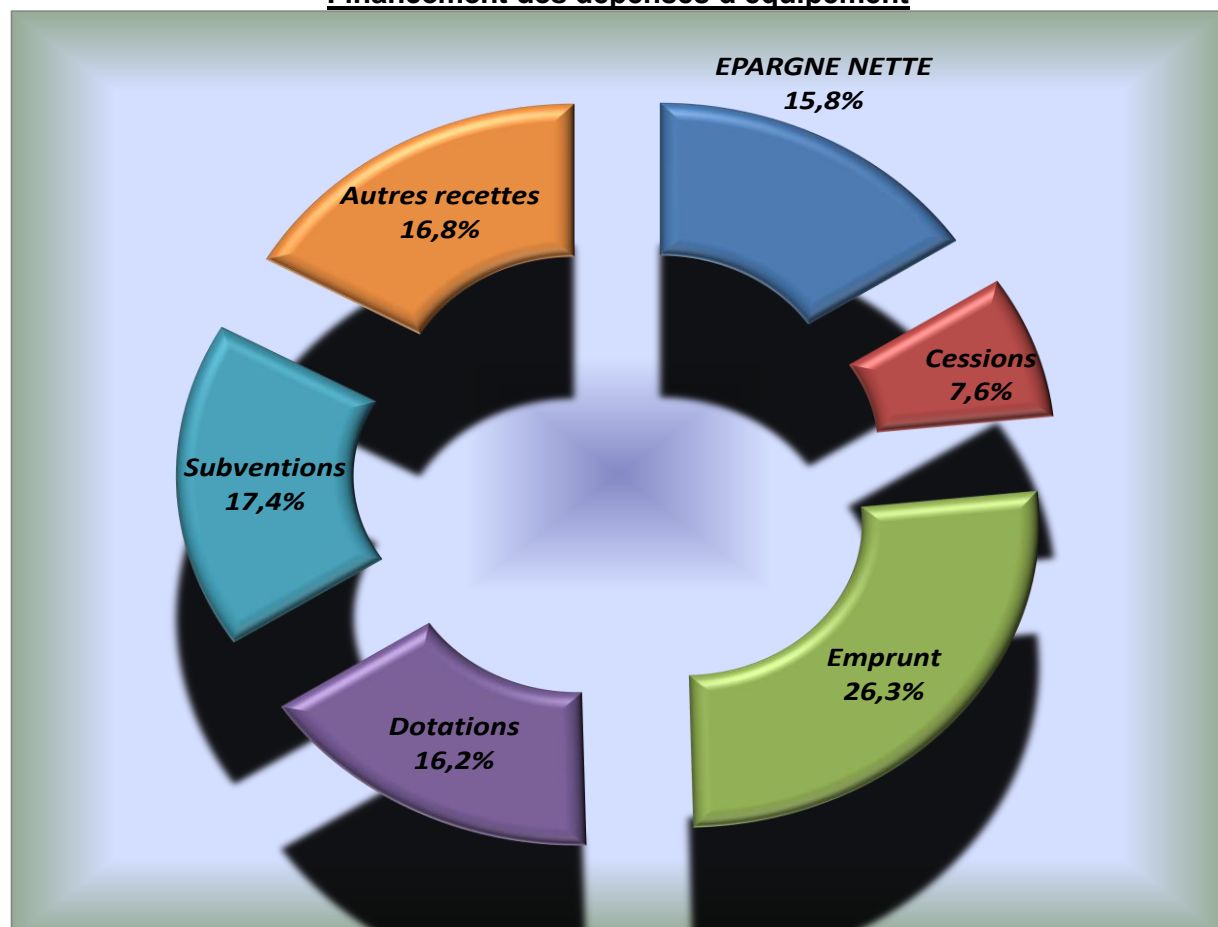
Les recettes d'investissement (19,3 M€)

Les principales recettes d'investissement seront constituées en 2020 par l'autofinancement, l'emprunt d'équilibre, lequel représente l'emprunt théorique nécessaire à l'équilibre du budget. (dans l'hypothèse d'un taux de réalisation des dépenses et des recettes de 100 %, toutes sections confondues), ainsi que par les subventions à percevoir et le Fonds de Compensation de la TVA.

Répartition des recettes d'investissement (hors autofinancement) en 2020

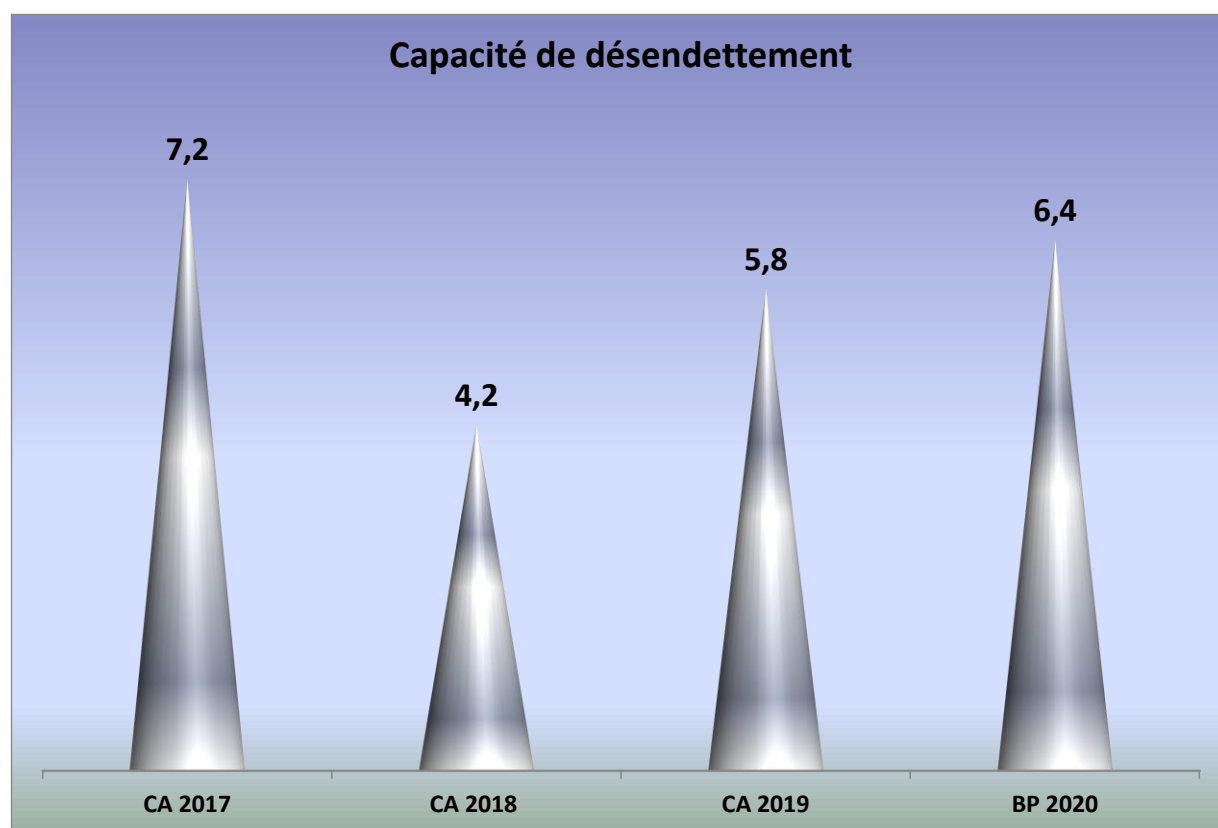


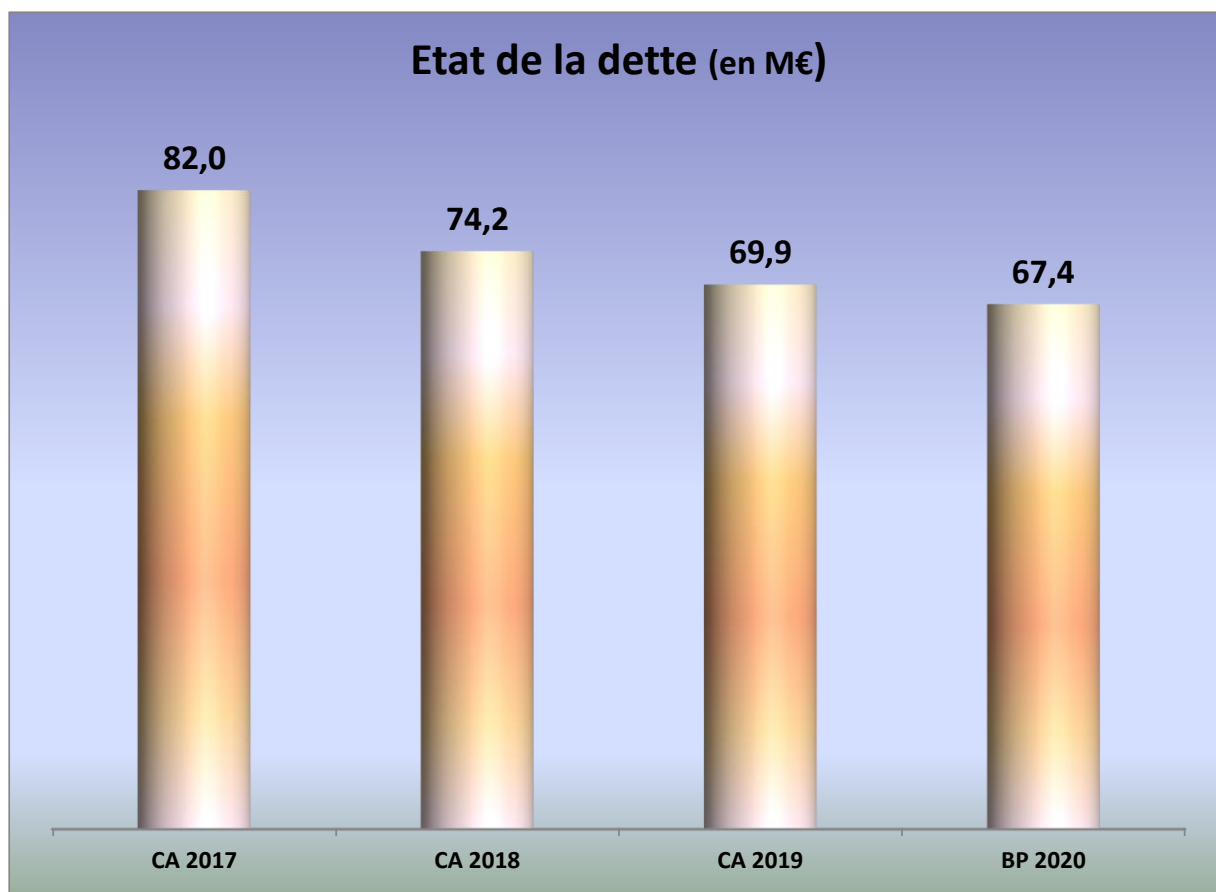
Financement des dépenses d'équipement



C. Les principaux indicateurs financiers

TABLEAU FINANCIER 2014-2020				
	CA 2017	CA 2018	CA 2019	BP 2020
EPARGNE DE GESTION	13 755 195	19 891 131	13 992 236	12 298 558
EPARGNE BRUTE (hors cession)	11 471 908	17 738 255	11 992 236	10 501 358
EPARGNE NETTE	3 546 413	9 907 184	4 697 236	2 997 954
résultat consolidé de fin d'exercice	10 666 878	10 687 990	3 932 305	3 932 305
Couverture des besoins de financement des dépenses de fonctionnement (exprimée en nombre de jours)	54,29	56,40	20,04	20,10
Variation Excédent de clôture	1 099 134	21 112	-6 755 685	0
stock de la dette au 31/12/N	82 027 164	74 199 898	69 904 898	67 401 494
Ratio de désendettement	7,2	4,2	5,8	6,4





La lecture des principaux indicateurs financiers mettent en perspective que la Commune bénéficie d'indicateurs financiers sains. Celle-ci disposerait en effet, pour l'exercice 2020 d'un autofinancement suffisant pour couvrir le remboursement du capital de la dette et pour financer une part de l'investissement. Son besoin de financement est négatif sur la période 2017-2020 (-17,8 %) traduisant une baisse sensible de l'encours de dette, lequel est à mettre en perspective avec une capacité de désendettement de 6,4 années⁹.

D. Les budgets annexes :

- Le Budget Annexe Port des Quilles a pour objet le fonctionnement du port de plaisance s'y rapportant.

Sur une masse budgétaire en dépenses d'environ 438 K€, les dépenses réelles de fonctionnement représenteront environ 72% de cet ensemble, dans la continuité de la dynamique engagée en 2019, marquée par une réelle maîtrise des charges à caractère général.

Concernant la section d'investissement, les opérations d'équipement porteront principalement sur la poursuite de la fourniture et la pose de nouvelles bornes d'alimentation en électricité, ainsi que sur la pose d'une clôture pour sécuriser le site.

⁹ Rappelons que le seuil de vigilance est fixé à 12 années et le seuil d'alerte à 15 années. Cet indicateur se calcule en divisant le stock de la dette par l'épargne brute et traduit le nombre d'années nécessaires à la commune pour se désendetter sans recourir sur la période à de nouveaux emprunts.

L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement devrait permettre de couvrir le remboursement du capital de la dette.

Le niveau des équipements à financer à hauteur de 100 K€ devrait néanmoins générer un recours à l'emprunt nouveau complémentaire à hauteur d'environ 51 K€.

- Le budget annexe des Centres de Formation regroupe le Centre de formation des apprentis et le Centre de formation professionnelle. Le Centre de Formation des Apprentis est un établissement de formation professionnelle par alternance, investi d'une mission de service public. La formation professionnelle, quant à elle, a pour missions complémentaires, d'accompagner le maintien dans l'emploi et l'acquisition de compétences mais aussi d'insérer sur le marché du travail ceux qui ne sont pas en emploi.

Le projet de budget 2020 s'équilibre en masse budgétaire à environ 2,3 M€. Les principales ressources de ce service sont constituées de la contribution régionale (1,4 M€) et dans une moindre mesure par la Commune (220 k€).

- Le Budget Annexe Pompes Funèbres porte sur le fonctionnement de la partie service des Pompes Funèbres proposé par le Complexe Funéraire.
Sur une masse budgétaire en dépenses d'environ 1 470 K€, la section de fonctionnement représentera environ 90% de cet ensemble.
Considérant la section d'investissement, les opérations d'équipement porteront sur des travaux d'aménagement au niveau de la zone technique ainsi qu'au niveau du vestiaire pour le personnel.

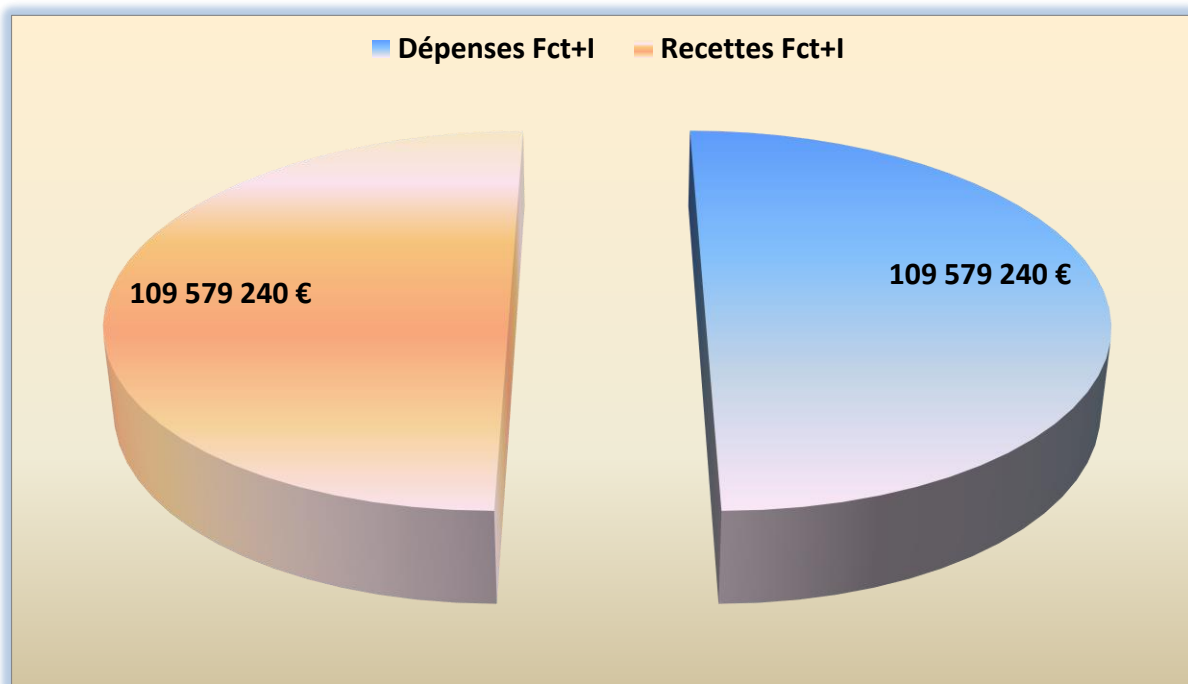
L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement permettra de couvrir le remboursement en capital de la dette. Enfin, les dépenses d'équipement devraient générer un recours à l'emprunt nouveau à hauteur d'environ 71 K€.

- Le Budget Annexe Crématorium porte sur le fonctionnement de la partie service de Crémation proposé par le Complexe Funéraire, et se marque par son lien étroit avec le Budget Annexe des Pompes Funèbres.

Sur une masse budgétaire d'environ 1 430 K€, la section de fonctionnement représentera environ 60% de cet ensemble. Considérant la section d'investissement, les opérations d'équipement porteront sur l'implantation du système de filtration et, corollairement, la poursuite des travaux de construction du nouveau système de crémation.

L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement devrait permettre de couvrir le remboursement du capital de la dette et de financer en partie les dépenses d'équipement. Le niveau d'investissement envisagé devrait néanmoins générer un recours à l'emprunt nouveau à hauteur d'environ 254 K€.

Situation budgétaire agrégée 2020



Budgets VILLE DE SETE	Dépenses	Recettes	Part relative
Budget Principal	104 092 592	104 092 592	94,99%
Budget EAU	0	0	0,00%
Budget CENTRE DE FORMATION	2 301 429	2 301 429	2,10%
Budget POMPES FUNEBRES	1 389 835	1 389 835	1,27%
Budget CREMATORIUM	1 429 865	1 429 865	1,30%
Budget PORT DES QUILLES	365 520	365 520	0,33%
TOTAL	109 579 240	109 579 240	100,00%

<i>Principaux indicateurs agrégés (au 31/12N)</i>	
<i>Epargne brute</i>	11 016 448 €
<i>Dette</i>	69 111 340 €
<i>Capacité de désendettement</i>	6,3

Au 31 décembre 2020, la Commune bénéficierait d'une capacité de désendettement de 6,3 années, tous budgets confondus, pour un autofinancement évalué à 11 M€, soit une situation financière saine. Le stock de dette serait, pour sa part, de 69,1 M€.

VI. Rapport d'Orientation Budgétaire 2019 – Partie dette

Répartition de l'encours au 1^{er} janvier 2020

La dette de la commune **tous budgets confondus** ressort à **71.393.559 €** au 1^{er} janvier 2020 pour un taux de **2,68%** et une durée de vie résiduelle moyenne de **10 ans et 8 mois**. **Le budget Eau sera transféré à la Communauté d'Agglomération Sète Agglopol Méditerranée au 1^{er} janvier 2020, ce budget n'est donc pas pris en compte dans l'encours global.**

L'encours intègre la dette liée au Partenariat Public Privé signé avec la société Citelum portant sur la rénovation et la gestion du réseau d'éclairage public, la signalisation lumineuse tricolore et les équipements électriques urbains de la ville. Il s'agit d'un encours de dette par destination en conformité avec les règles de gestion des contrats de partenariat. Il est intégré au budget principal de la ville.

Sur l'exercice 2019, il est prévu de mobiliser un emprunt de 3 M€ auprès de la Caisse d'Epargne sur taux fixe 0,62%, il est donc pris en compte dans l'encours au 1^{er} janvier 2020.

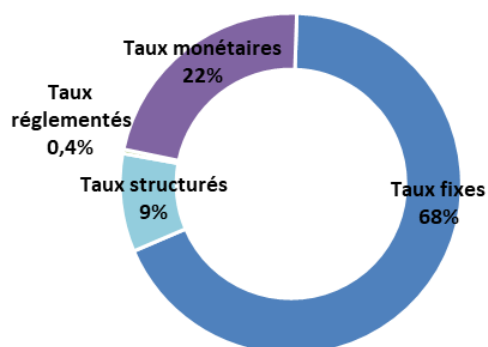
Le tableau ci-dessous présente la répartition de notre encours par taux :

	Encours au 1 ^{er} janvier	Part en %	Taux actuariel	Durée de vie résiduelle	Nombre de contrats	Class. Gissler
Taux fixes	55 191 875	77,31%	3,34%	11 ans et 2 mois	71	1A/ 1B / 3E
Taux fixes	28 414 455	39,8%	3,15%	10 ans et 5 mois	42	1A
Taux fixes - PPP	17 863 647	25,0%	3,35%	13 ans et 7 mois	24	1A
Swap fixant	2 275 000	3,2%	1,47%	11 ans et 6 mois	2	1A
Taux fixes alternatifs	6 638 773	9,3%	4,73%	7 ans et 6 mois	3	1B / 3E
Livret A/LEP	278 862	0,39%	2,24%	2 ans et 8 mois	3	1A
Livret A	199 695	0,3%	1,95%	1 an et 11 mois	1	1A
LEP	79 167	0,1%	2,52%	4 ans et 6 mois	2	1A
Taux monétaires	15 922 822	22,30%	0,44%	9 ans et 3 mois	16	1A
Euribor 12 mois / Euribor 12 mois moyenné	2 062 998	2,9%	0,40%	5 ans et 11 mois	3	1A
Euribor 3 mois / Euribor 3 mois moyenné	10 164 679	14,2%	0,60%	10 ans et 6 mois	9	1A
TMM / TAG 12 mois	3 695 146	5,2%	0,00%	7 ans et 9 mois	4	1A
Total	71 393 559	100,0%	2,68%	10 ans et 8 mois	90	

Le portefeuille présente un bon niveau de sécurisation avec 65% de l'encours sur taux fixe et 3% de positions liées à des instruments de couverture contre le risque de taux (swap fixant).

Le portefeuille comprend 3 contrats sur taux fixes alternatifs dont la position est assimilée à de l'encours à taux fixe. Cet encours représente près de 9% de l'encours global.

Répartition par type de taux
Au 1^{er} janvier 2020



Avec 22% de l'encours indexé sur taux variable, nous profitons des taux courts historiquement bas avec un taux actuariel de 0,44% et un faible risque de progression sur le futur exercice.

L'encours sur Livret A/ LEP ne représente que 0,4% de l'encours global.

Les opportunités sur les taux longs sont très fortes, nous avons décidé de renforcer notre fonds d'endettement à taux fixe sur les 5 M€ d'emprunts signés en 2019.

Position des contrats structurés

Au 1^{er} janvier 2020, le portefeuille de dette comprend trois tirages sur taux fixe alternatif. Cette stratégie implique le paiement d'un taux fixe sous condition d'évolution d'un ou deux index de référence.

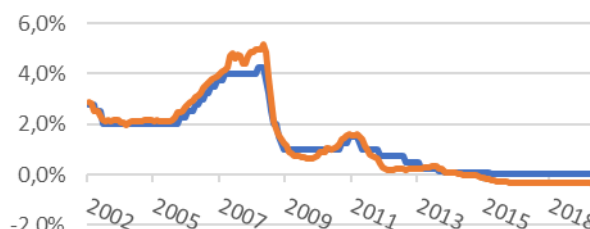
- Contrats structurés avec barrière sur index monétaire zone euro :

N° contrat	CRD au 1 ^{er} janvier 2020	Durée de vie résiduelle	Montage	Typologie GISSLER	Taux actuariel	Niveau du sous-jacent au 08/10/2019
4390	1 333 637	7 ans et 5 mois	TFA 4,68% si E3M postfixé $\leq 5,5\%$ sinon E3M post +0,05%	1B	4,83%	- 0,423%
4430	1 120 358	8 ans	TFA 5,19% si E3M postfixé $\leq 6\%$ sinon E3M post +0,09%		5,37%	

Le graphique ci-contre présente la courbe de l'Euribor 3 mois (en orange) et celle du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (en bleu) de fin 2002 au 8 octobre 2019.

Actuellement, ces contrats sont bien positionnés par rapport au marché. Les barrières fixées à 5,50% et 6% sont très éloignées du niveau du sous-jacent. L'Euribor 3 mois ressort à -0,423% à la date de rédaction du ROB.

Euribor 3 mois et taux directeur de la BCE

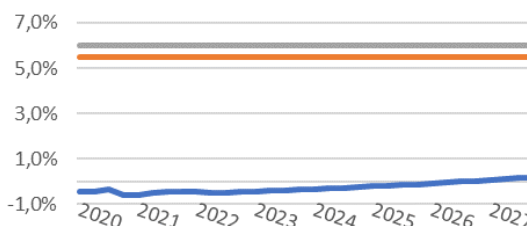


Depuis le début de la position, les barrières des contrats n'ont jamais été franchies. Nous avons toujours payé le taux fixe bonifié.

Le graphique ci-contre représente l'évolution de l'Euribor 3 mois telle qu'anticipée par le marché sur les 8 prochaines années. Ils présentent une tendance du marché et non l'avenir.

La zone de risque reste à ce jour très éloignée sur les deux contrats. Cette situation favorable permet de payer le taux fixe « bonifié » sur chacun des contrats.

Euribor 3 mois anticipé
Au 8 octobre 2019



- Contrat structuré indexé sur l'écart entre des indices de la zone euro.

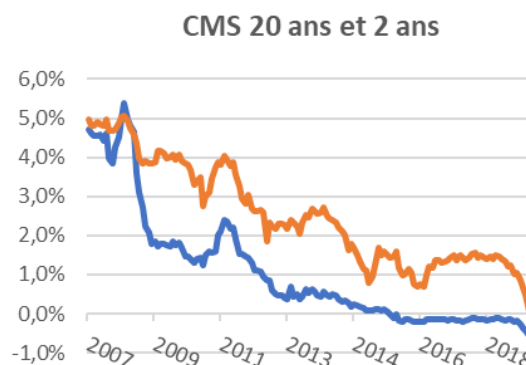
N° contrat	CRD au 1 ^{er} janvier 2020	Durée de vie résiduelle	Montage	Typologie GISSLER	Taux actuariel	Niveau du sous-jacent au 08/10/2019
4410-2	4 184 778	7 ans et 6 mois	TFA : 4,39% si (CMS 20-CMS 2) post >= 0,30% ; sinon 6,96% - 5* (CMS20 - CMS 2)	3E	4,53%	0,653%

Ce contrat est adossé sur une stratégie dite « de pente ». La ville paye un taux bonifié tant que l'écart entre le taux à 20 ans et le taux à 2 ans de la zone euro est supérieur ou égal à 0,30%, c'est-à-dire que la courbe des taux est croissante.

Le graphique ci-contre nous montre la courbe des taux de CMS 20 ans (en orange) et 2 ans (en bleu) depuis le départ de la phase structurée en juillet 2007.

La barrière sur ce contrat a été franchie sur 3 échéances entre fin 2007 et début 2008.

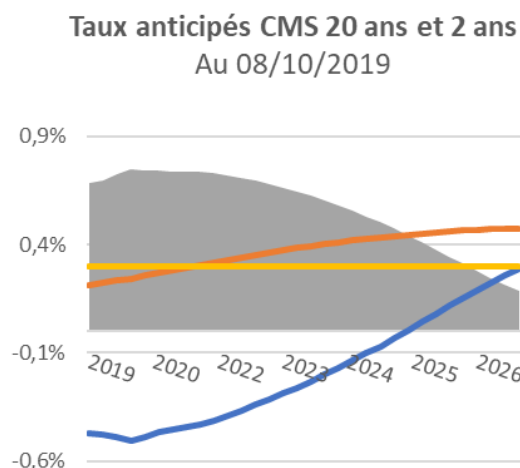
Depuis 2008, la ville paie le taux bonifié de 4,39%.



Le graphique ci-contre nous montre l'évolution des taux anticipés des index CMS 20 ans et CMS 2 ans par le marché au 8 octobre 2019, l'écart et le niveau de la barrière sur les 8 prochaines années.

Les marchés anticipent un franchissement de la barrière sur la dernière année du contrat. Jusqu'en 2026, le marché n'anticipe pas de franchissement de barrière et notamment en 2020.

Les taux anticipés ne présagent en rien de la réalité future du marché mais reflètent la tendance observée par le marché. Ils sont issus d'un calcul mathématique à partir de la courbe des taux au comptant (du jour).

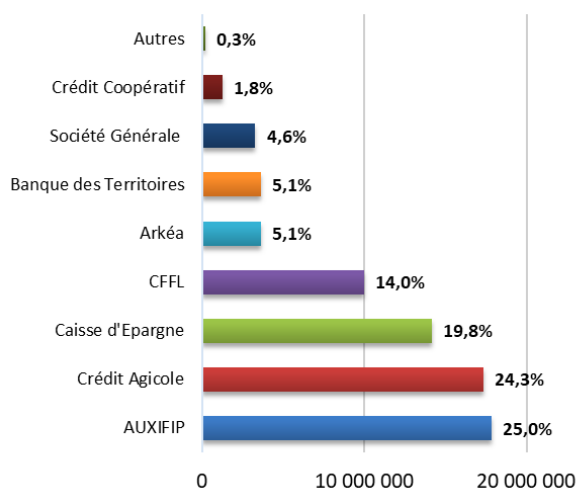


Nous ne pouvons exclure la possibilité d'un franchissement de la barrière sur la durée résiduelle mais la position actuelle du marché est bien orientée et la zone de risque reste éloignée. Un réaménagement de ce contrat est exclu car trop coûteux financièrement. Une réflexion sur une constitution de provision pour risque de taux est réalisée et reste le meilleur support pour sécuriser ce contrat.

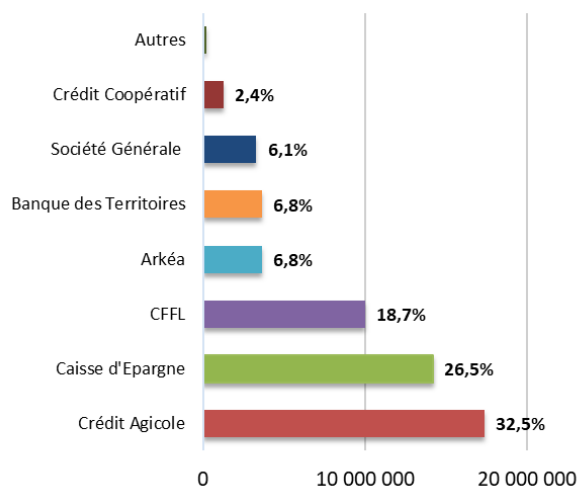
Répartition de l'encours par prêteurs

La répartition par prêteur permet d'observer si la commune subit un risque de contrepartie. Ce dernier peut être considéré comme atteint si un des partenaires représente un poids trop important dans le portefeuille de dette (au-delà de 60% environ).

Répartition des engagements (Avec PPP)
Au 1er janvier 2020



Répartition des engagements (Hors PPP)
Au 1er janvier 2020



L'encours de dette est réparti autour de dix prêteurs. La société AUXIFIP finance uniquement la partie PPP de la ville. Les autres prêteurs qui représentent moins de 1% de l'encours sont la CAF et le Crédit Local de France.

Le Crédit Agricole ressort comme le prêteur dominant avec 32,5% des enveloppes signées hors PPP suivi de la Caisse d'Epargne avec 26,5% et de la Caisse Française de Financement Local avec 18,7%.

L'encours de dette est bien réparti entre les différents prêteurs finançant le secteur public local.

A noter, CFFL (la Caisse Française de Financement Local) ne propose plus de nouveau financement mais certains encours de La Banque Postale lui sont transférés. Tous les autres établissements sont actifs sur le financement des collectivités locales.

La Banque Postale, absente de notre encours, a été consultée en 2019 mais elle a proposé une offre dégradée par rapport aux autres établissements (50% plus chère que l'offre de La Caisse d'Epargne et 22% plus chère que l'offre de la Société Générale).

Informations relatives à chacun des budgets

Le tableau ci-dessous reprend les informations relatives à chacun des budgets :

Budget	Encours au 1 ^{er} janvier 2020	Taux actuariel	Durée de vie résiduelle	Répartition par type de taux	Emprunt prévisionnel
Principal	69 904 642	2,59%	10 ans et 9 mois	65,5% taux fixe 27,7 % taux monétaires 0,4% taux réglementés 9,7% taux structurés	5 000 000
Pompes Funèbres	743 119	5,04%	8 ans et 4 mois	100% taux fixe	374 685
Crématorium	640 736	5,00%	8 ans et 7 mois	100% taux fixe	
Port des Quilles	105 062	4,07%	4 ans et 3 mois	100% taux fixe	

- Budget Principal

Un encours bien sécurisé qui permet de se prémunir contre la hausse des taux. La part sur taux monétaires permet de diminuer fortement le coût global de la dette.

- Budgets annexes

Ces budgets étant des budgets tarifés, une forte sécurisation de l'encours permet de gérer les flux liés au remboursement en capital et intérêts et ne pas répercuter l'évolution à la hausse des taux monétaires sur la tarification à l'usager.

Perspectives sur l'exercice 2020

A la date de rédaction de la note, le marché interbancaire de la zone euro présente des perspectives de stabilité des taux sur l'année à venir. Il faut noter que les taux variables sont actuellement en territoire négatif (-0,42% pour l'Euribor 3 mois).

Par ailleurs, les taux fixes sont également historiquement bas. Nous emprunterons à des niveaux inférieurs que le niveau moyen actuel de la dette à taux fixe.

Cela implique que le projet de budget est construit avec une prise de risque très faible voire nulle pour l'exercice à venir.

Les marges bancaires se sont dégradées cette année du fait de la politique monétaire mis en œuvre par la Banque Centrale Européenne (baisse du taux de dépôt à -0,50% en septembre 2019), la mise en concurrence des établissements prêteurs permet d'obtenir des niveaux de marges toujours attractifs.

Le projet de budget intègre un programme d'investissement qui devrait s'équilibrer avec de nouveaux concours bancaires à hauteur de 5 374 685 €.

Au 31 décembre 2019, nous avons une réserve de financement de 2.000.000 € auprès de la Société Générale sur un contrat qui est en cours de signature.

Pour couvrir le besoin de financement des investissements 2020, la commune devra donc souscrire pour 3.374.685 € d'emprunts nouveaux.

Afin de conserver une bonne répartition par type de taux, nous envisageons de négocier le financement nouveau sur taux monétaires pour le budget principal et sur taux fixe pour les budgets annexes.

La simulation de l'emprunt prévisionnel est donc la suivante :

Montant	Taux	Profil d'amortissement	Date de mobilisation	Statut
2.000.000 € (Budget Principal)	Fixe 0,76%*	Trimestriel et linéaire	01/06/2020	Emprunt négocié en 2019
3.000.000 € (Budget Principal)	Euribor 3 mois (flooré à 0%) +0,60%	Trimestriel et linéaire	30/06/2020	Emprunt à négocier en 2020
374.685 € (Budgets annexes)	Fixe 1%	Trimestriel et linéaire	30/06/2020	Emprunt à négocier en 2020

* taux de l'offre bancaire, le taux définitif n'étant pas connu à la date de rédaction du ROB

La stratégie de taux pourra être revue au moment de la négociation de l'emprunt en fonction des opportunités du marché et des besoins.

Sur ces bases, l'encours de dette projeté au 31 décembre 2020 après couverture aurait les caractéristiques suivantes (avec encours PPP et hors budget eau transféré au 1^{er} janvier 2020) :

- Encours prévisionnel : 69 111 340 €
- Taux moyen : 2,50%
- Durée de vie résiduelle moyenne : 10 ans et 8 mois
- Répartition de la dette à taux fixes : 67,3%
- Répartition de la dette à taux variables : 23,8%
- Répartition de la dette à taux réglementés : 0,3%
- Répartition de la dette à taux fixes alternatifs : 8,6%

VI. Les engagements pluriannuels de la Commune (2020-2022)

Numéro	Programmes	Montant total	CP 2020	CP 2021	CP 2022
9000000	EQUIPEMENT ET MATERIEL ROULANT DES SERVICES	1 582 423	522 423	530 000	530 000
9000001	VOIRIE ET EQUIPEMENTS DE VOIRIE	6 160 000	2 160 000	1 800 000	2 200 000
9000002	AMENAGEMENT URBAIN	11 530 000	4 030 000	4 000 000	3 500 000
9000003	SMART CITY RESEAUX SECS	1 800 000	800 000	500 000	500 000
9000004	POLITIQUE DE LA VILLE	3 393 000	593 000	1 400 000	1 400 000
9000005	PARTICIPATIONS	11 725 000	4 725 000	3 500 000	3 500 000
9000006	BATIMENTS SCOLAIRES	4 735 000	735 000	2 000 000	2 000 000
9000007	BATIMENTS AUTRES	11 062 000	3 562 000	4 000 000	3 500 000
TOTAL		51 987 423	17 127 423	17 730 000	17 130 000

VII. Structure et évolution des dépenses de personnel et des effectifs

Dans un contexte de restrictions des dotations de l'Etat, impulsé en 2014, la ville de Sète a dès lors redéfini ses orientations en matière de dépenses de fonctionnement.

Cette nouvelle approche, portée collectivement par l'ensemble des services, visait notamment à adapter nos ressources humaines en termes d'effectifs, de métiers et de compétences.

Ces transformations se sont traduites par des réorganisations de services, et des redéploiements de postes libérés par des départs en retraite ou par des mobilités. Ainsi, certains postes qui ne sont plus nécessaires pour produire le bon niveau de service sont «gelés» au tableau des emplois. Ils peuvent être réutilisés, le cas échéant, pour faire face à de nouveaux besoins. La mobilité interne et l'accompagnement des parcours professionnels sont prioritaires. Il s'agit de rechercher la meilleure adéquation possible entre le niveau de service à rendre aux sétois, les effectifs et les compétences.

Des moyens d'accompagnement sont également mobilisés pour permettre aux encadrants et aux agents de s'adapter à ces évolutions, par le recours à des dispositifs de formation et par la mobilisation des services ressources. Par ailleurs, une attention particulière est portée sur la conception des organisations et des environnements de travail dans un but d'amélioration des conditions de travail.

Ainsi, l'embauche de nouveaux personnels sera axée sur les domaines de la sécurité, de l'éducation, de l'action sociale et du cadre de vie, pour des compétences très spécifiques, ou encore dans le but de répondre à des obligations réglementaires.

Cela induira la poursuite du travail mené depuis 4 ans et demi quant au redéploiement des effectifs, pour une intervention à périmètre de compétences constant avec des moyens humains ajustés.

➤ Structure des effectifs en ETP : Septembre 2019

PERMANENTS	Titulaires et stagiaires	817
	CDI	8
	CDD	36
	Total	861
NON PERMANENTS	CDD	36
	Saisonniers	84
	Total	120

➤ **Durée effective du travail**

La durée effective du travail au sein de la collectivité est de 1607 heures.

3 formules sont proposées aux agents de la collectivité suivant les nécessités de service public:

- Formule temps variable (saison basse/ saison haute) – sans RTT
- Formule 36h/semaine en bénéficiant de 6 jours de RTT
- Formule 37h/semaine en bénéficiant de 12 jours de RTT

Le temps de travail peut être un temps complet, un temps non complet ou un temps partiel

➤ **L'évolution de la masse salariale et des effectifs s'inscrit comme suit pour les 3 dernières années :**

Années	BP (chapitre 012)	Nombre d'agents au 31/12
2017	36 780 000 € Soit + 1.88 %	1122 Soit + 0.3 % 32 arrivées : 6 mutations, 12 mises en stage, 2 détachements, 13 CDD - 28 Départs : 7 mutations, 14 retraites, 1 démission, 4 fins de CDD
2018	38 374 320 € Soit + 4.12 %	Projections 2018 : 1130 Soit + 0.71 % - 11 recrutements - 14 mises en stage - 17 départs en retraite
2019	35 420 000 € Soit - 7.70 %	Projections 2019 : 1049 Soit - 6.51 % - 4 recrutements - 16 mises en stage - 10 départs en retraite

Le budget prévisionnel total 2019 s'élève à 35 420 000 € (chapitre 012), soit une diminution de 4,46 % par rapport aux prévisions budgétaires 2018 (BP +DM) qui s'explique par :

- Un budget réalisé 2018 inférieur de 8,7 % au BP 2018 du fait de la non compensation de la CSG,

- Un nombre de départs en retraite plus important que prévu,
- La diminution des effectifs suite au transfert des centres sociaux, au service politique de la ville, au détachement des agents du nettoyage.

Pour les années à venir, l'objectif sera de pérenniser cette stabilisation réussie des dépenses de personnel.

Cela sera permis grâce à :

- La gestion dynamique des ressources humaines (GPEC) ;
- L'optimisation constante de l'organisation des services,
- Le renforcement de la comptabilité analytique sur l'année 2019 et 2020 pour une identification plus fine des ventilations des dépenses de la collectivité par services.

Une attention toute particulière est portée sur la gestion des ressources humaines, dans le but de consolider la situation des agents qui sont le socle d'un service public préservé, rénové et de qualité. Abordé sous l'angle de l'équité et de la solidarité, le budget 2019 consolide la politique salariale (valorisation statutaire et de l'engagement professionnel des agents, via une gestion individualisée des carrières et du régime indemnitaire) et sociale (budget d'action sociale développé) portée par la ville.

Projection 2020

Elaboration du budget 2020 :

Au vu de la réalisation du budget 2019, des nombreux départs en retraite, des mutations, soit un flux de personnel négatif, le budget consolidé 2019 sera inférieur d'environ un million d'euros au budget prévisionnel 2019 (Annexe 2).

Pour l'élaboration du budget 2020, l'augmentation mécanique des salaires due au glissement vieillesse technicité ainsi que de la poursuite du PPCR est évaluée à 0.92% de la masse salariale totale.

L'enveloppe prévue concernant les modifications de régime indemnitaire s'élève à 100 0000 €.

Le BP 2020 s'élèvera donc à 35 100 000 € (35 420 000 € en 2019).

Tenant compte du contexte actuel et des points détaillés ci-dessus, l'objectif fixé pour le budget prévisionnel 2020 sera atteignable pour la collectivité.

Néanmoins, la baisse des effectifs constitue le levier principal d'action en matière budgétaire et le calendrier prévisionnel des départs en retraite indique clairement un ralentissement du nombre de départs prévus sur l'année 2020. Aucun transfert de personnel supplémentaire n'est prévu en 2020. De ce fait, la marge de manœuvre budgétaire sera donc forcément réduite sur ce nouvel exercice.

A ce jour, on dénombre pour 2019 :

26 Arrivées (Annexe 4)	38 Départs (Annexe 3)
7 mutations	5 mutations
16 mises en stage	32 retraites dont 7 pour invalidité
1 intégration suite détachement	1 décès
2 réintégrations suite détachement Nicollin	

Soit à ce jour, un flux négatif de – 12 agents sur l'année 2019

Projection entrées / sorties 2020 :

- Départs en retraite: 7 prévus dont 6 instruits et 1 départ pour invalidité en attente de la date et de la confirmation
- Recrutements : 3 agents de catégorie A, 2 agents de catégorie B, 2 agents de catégorie C

VIII. Objectif en matière d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la Commune

La Loi de Programmation des Finances publiques prévoit que les collectivités territoriales concourront à ces efforts à due proportion de la part des administrations publiques locales dans la dépense publique globale.

En conséquence, l'article 13 de la loi de programmation fixe l'objectif national d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités locales et de leurs EPCI (ODEDEL) des cinq prochaines années à 1,2% par an. La commune ayant contracté sur la période 2018-2020, sont présentés à l'occasion du débat d'orientation budgétaire les trois principaux indicateurs. Précisons que les efforts financiers réalisés sur la période 2014-2016 permettent de relever le seuil à 1,35 %.

Objectif d'évolution des dépenses de fonctionnement (budget principal)

Trajectoire prospective des dépenses de fonctionnement	2 017	2 018	2 019	2 020
Évolution contractualisée annuelle en %		0	0	0
Seuil dépenses à ne pas dépasser Hyp 1,35 %		72 679 193	73 660 362	74 654 777
Dépenses réelles de fonctionnement après retraitement		69 584 830	71 612 968	71 901 635
Evolution			0	0
Ecart objectif		-3 094 364	-2 047 394	-2 753 142

Objectif d'évolution du besoin de financement (budget principal)

Trajectoire rétrospective/prospective du besoin de financement	2 017	2 018	2 019	2 020
(1) Nouveaux emprunts (€)	0	0	3 000 000	5 000 000
(2) Remboursements (€)	7 925 495	7 756 481	7 295 000	7 503 404
Besoin de financement actualisé (1-2) en €	-7 925 495	-7 756 481	-4 295 000	-2 503 404

**Objectifs d'évolution des dépenses de fonctionnement et du besoin de financement
(Budgets principal + budgets annexes)**

Période	2 019	2 020
Dépenses de fonctionnement	1,35%	1,35%
Emprunt nouveau	3 000 000	5 374 685
Remboursement du capital	7 972 426	7 874 963
Besoin de financement	-4 972 426	-2 500 278

